



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral de levée de mise en demeure
établissement BC GRANULATS à CONS-LA-GRANDVILLE**

N° 2024-0151
AIOT : 0003012271

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-1, L. 171-8 et L. 511-1 ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral 2018-0520 du 27 juillet 2020 autorisant la société BC GRANULATS à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de Cons-la-Grandville pour une durée de vingt ans ;

Vu l'arrêté préfectoral 2018-0801 du 16 octobre 2023 mettant en demeure l'entreprise BC GRANULATS de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral 2018-0520 du 27 juillet 2020 l'autorisant à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de Cons-la-Grandville ;

Vu les constats faits par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est le 05 mars 2024 lors de la visite de contrôle du site susvisé, consignés dans le rapport référencé GK/NW/765_2024 du 07 mai 2024 ;

Considérant que les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2023-0801 du 16 octobre 2023 sont désormais satisfaites ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

La mise en demeure décidée par l'arrêté préfectoral n° 2023-0801 du 16 octobre 2023 à l'encontre de l'établissement BC GRANULATS implanté lieu-dit Bois de la Taille à Cons-la-Grandville est levée.

Article 2 : Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de NANCY – 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 3 : Exécution et informations des tiers

Le secrétaire général de la préfecture et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société BC GRANULATS

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Val-de-Briey
- Monsieur le maire de la commune de Cons-la-Grandville

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 171-1 du Code de l'environnement.

Nancy le 17 MAI 2024

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général

Julien LE GOFF